



# PAPR 2026

---

## POINT ANNUEL DES PAYS À RISQUES

Bilan des alertes – Pays à surveiller –  
Analyses par zone – Agenda

14 rue Magellan  
75008 Paris  
[ssf-contact@scutum-sf.com](mailto:ssf-contact@scutum-sf.com)  
01 55 57 16 10

# Avant-propos

Dans la continuité de 2024, l'année 2025 a été marquée par des **crises multiformes** dont la complexité et l'évolution des impacts ont exigé des **savoir-faire opérationnels avancés** en matière de continuité d'activité, de gestion des déplacements et de protection des personnels et actifs.

Au-delà de la **gestion de l'imprévu**, les opérateurs sont sur le terrain de plus en plus confrontés au risque de **propagation rapide** (mouvements GenZ ; crises régionales, impacts économiques et réputationnels plus marqués), y compris dans des destinations évaluées comme « non à risque » ou à risques limités.

De même, un **impact croissant des tensions géopolitiques** est observé sur les déplacements, les implantations et les projets dans les pays jusque-là considérés comme non sensibles : déstabilisation d'infrastructures stratégiques en Europe, et exposition accrue des voyageurs d'affaires au risque cyber ou de conformité (notamment aux USA et en Asie), ainsi que des entreprises à l'activisme d'opinion (campagnes de boycott, manifestations, etc.).

Ces dynamiques nécessitent à la fois un haut niveau **d'anticipation, d'adaptation et de résilience** (renseignement stratégique en temps réel, plans de sûreté), ainsi qu'une **sensibilisation** et une **approche des risques différenciées** selon les profils de voyageurs et les contextes locaux.

**L'usage de l'IA** contribue également à remodeler les impératifs de sûreté, constituant à la fois un vecteur de nouvelles menaces (exposition des personnels stratégiques aux campagnes de désinformation ciblées ; facteur de déstabilisation socio-politique accru) et d'opportunités (prospective, scenarii prédictifs affinés).

Au-delà de leurs impacts réputationnels et opérationnels, la **mésinformation/désinformation**, dont les incidents se multiplient, biaise les processus de décision et accélère l'exposition des organisations. A ce titre, la sensibilisation et l'évaluation des risques associés, notamment en matière de protection des dirigeants, constituent désormais un enjeu majeur à intégrer aux plans de gestion de crise.

Enfin, la mobilité professionnelle elle-même devient un facteur de risque. Le **développement du « bleisure »** constitue un enjeu croissant pour les directions sûreté (assurances, gestion des comportements individuels parfois à risques, sensibilisation, planification).

Sur le plan opérationnel, la **fragilisation des chaînes d'approvisionnement** (notamment énergétiques), la **sophistication des cyberattaques** et les **impacts de l'instabilité économique et politique** constituent les principaux sujets de préoccupation des entreprises. Le renforcement de la résilience des entités par l'anticipation, une meilleure compréhension des

environnements géopolitiques complexes et le renseignement en temps réel s'imposent comme des impératifs stratégiques pour les instances dirigeantes. Les enjeux de sûreté sont de plus en plus liés aux impératifs de souveraineté dans un contexte d'imprévisibilité.

Face à ces évolutions, la capacité des entreprises à intégrer l'ensemble de ces risques dans une **approche globale, transversale et anticipative** de la sécurité constitue désormais un levier clé de performance et de résilience durable.

Le bouleversement des théâtres conflictuels induit, en particulier, un besoin de renseignement accru, une **planification plus fine des déplacements** et une **mise à jour des plans de continuité/d'évacuation** et de leurs capacités de mise en œuvre.

# SOMMAIRE

---

Bilan 2025 des alertes SSF	4
10 pays à surveiller	5
Carte SSF des pays & zones à risques	6
 <b>Analyses par zone</b>	
Afrique sub-saharienne	7
Afrique du Nord & Moyen-Orient	9
Amériques	11
Asie-Pacifique	13
Europe & CEI	15
 <b>Agenda 2026</b>	17

# Bilan 2025 des alertes

+ 11 600 alertes  
+ 800 critiques  
ou urgents

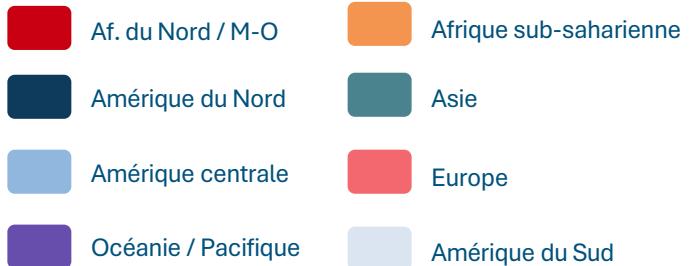
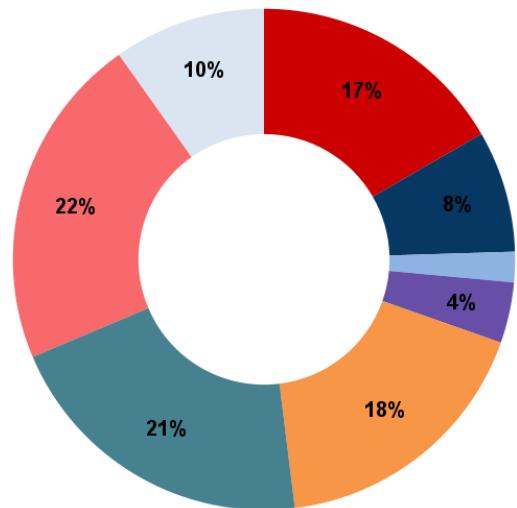
En 2025, SSF a diffusé **11 661 alertes de sécurité/sûreté**, tous types de risques confondus, afin d'informer ses clients des événements susceptibles d'affecter leurs intérêts et la sécurité/sûreté de leurs collaborateurs.

Sur ces alertes, **739** ont été de niveau Critique et **68** de niveau Urgent, avec pour ces dernières une **activation de notre Security Operations Center (SOC) 24/7**.

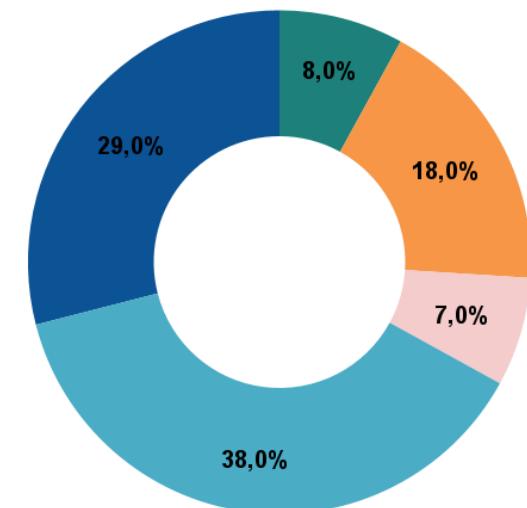
Alors que le volume d'incidents sécuritaires recensés en 2025 reste globalement stable sur l'ensemble des continents, celui-ci a **augmenté sur le continent américain** par rapport à 2024.

La proportion d'alertes liées aux **conflits et à la violence armée** a sensiblement diminué entre 2025 et 2024 mais s'observe de manière plus généralisée sur l'ensemble des continents. La proportion des alertes traitant des risques **climatiques et criminels** a continué d'augmenter.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



TYPOLOGIE DES RISQUES

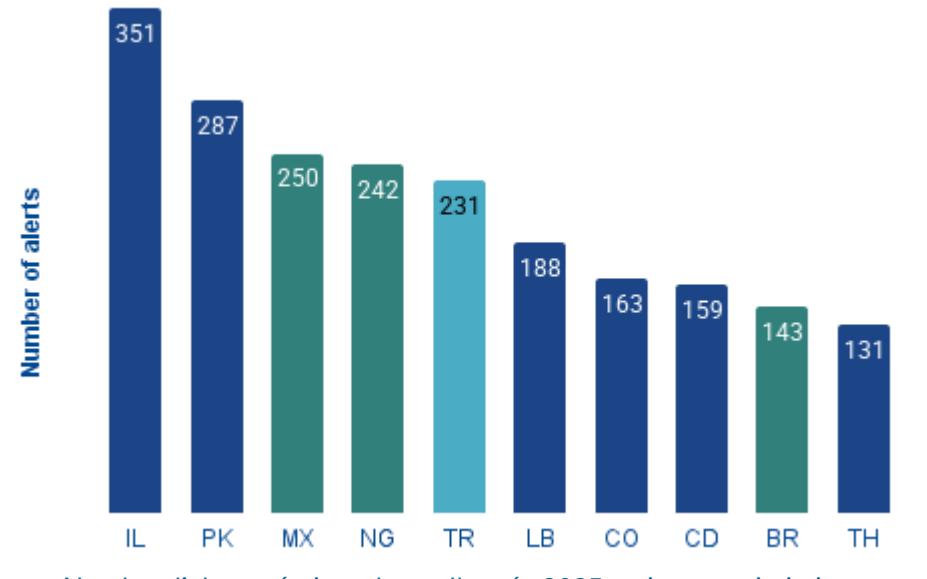


# 10 pays à surveiller



Israël et les **Territoires palestiniens**, le **Pakistan**, le **Mexique**, le **Nigéria**, la **Turquie**, le **Liban**, la **Colombie**, la **République démocratique du Congo**, le **Brésil** et la **Thaïlande** sont les pays ayant fait l'objet du plus grand nombre d'alertes SSF en 2025. Ces pays ont totalisé **2 145 alertes** de sécurité-sûreté, représentant **18%** de l'ensemble des alertes émises au cours de l'année.

Les pays en guerre de long terme ou au taux d'insécurité générale particulièrement élevé (Afghanistan, Libye, Syrie, Yémen, Somalie, Soudan, Russie et Ukraine) sont volontairement exclus de ce classement, de même que les pays ne présentant pas de risques particuliers mais ayant généré un grand nombre d'alertes (Etats-Unis, Inde, France, etc.).



Social & politique      Conflits & terrorisme      Criminalité      Catastrophes naturelles

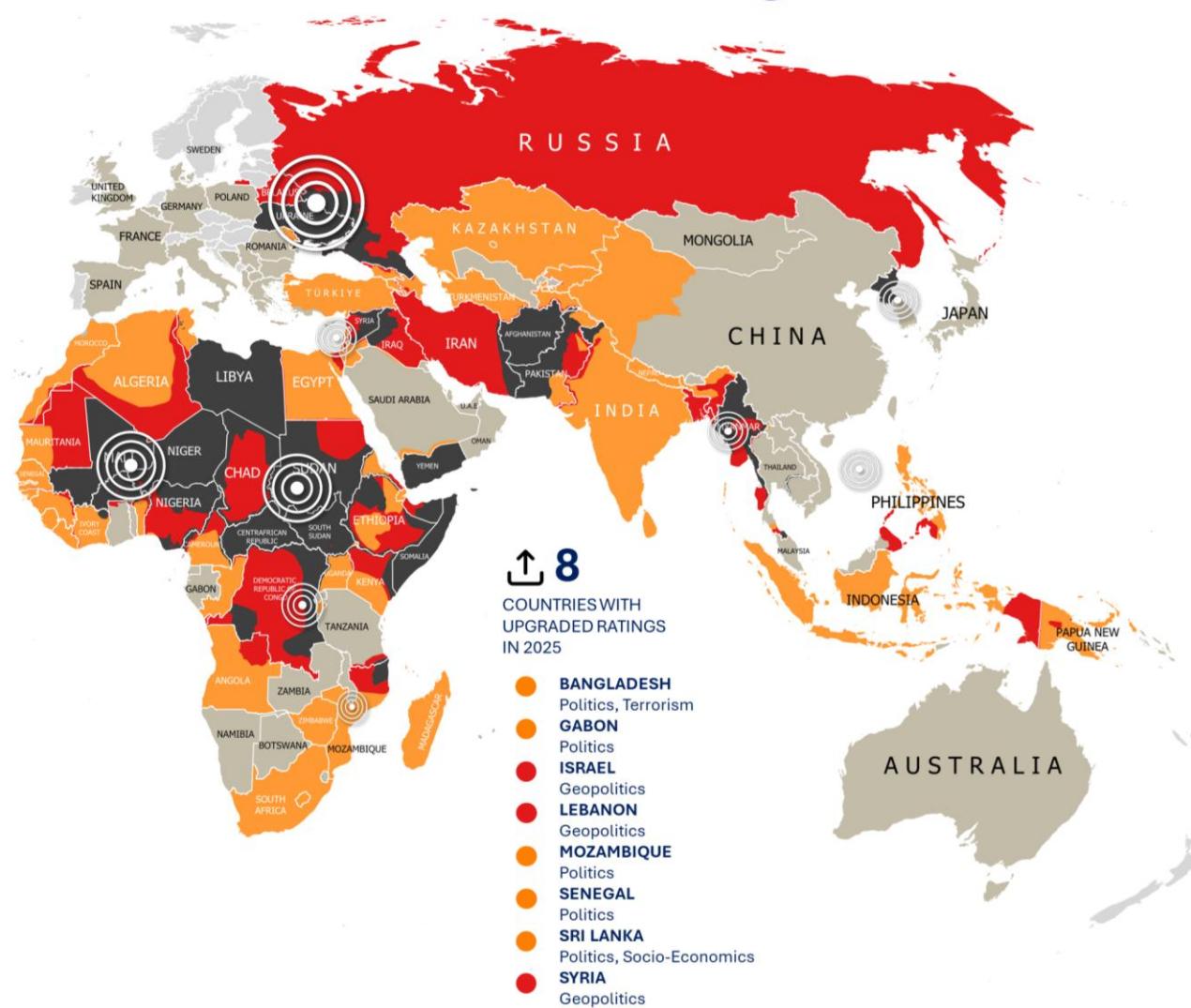
# Carte / Pays & zones à risques



15

COUNTRIES & REGIONS  
WITH DOWNGRADED  
RATINGS IN 2025

- CAMBODIA & THAILAND Geopolitics
- CAMEROON Politics
- CHAD Geopolitics, Politics
- COLOMBIA Politics, Terrorism
- ERITREA & ETHIOPIA Geopolitics
- GUINEA-BISSAU Politics
- INDIA & PAKISTAN Geopolitics
- MADAGASCAR Politics
- NEPAL Politics
- PAKISTAN Terrorism
- SAHEL Politics, Terrorism
- SOUTH SUDAN Geopolitics, Politics
- SUDAN Geopolitics, Politics
- TANZANIA Politics
- VENEZUELA Geopolitics



8

COUNTRIES WITH  
UPGRADED RATINGS  
IN 2025

- BANGLADESH Politics, Terrorism
- GABON Politics
- ISRAEL Geopolitics
- LEBANON Geopolitics
- MOZAMBIQUE Politics
- SENEGAL Politics
- SRI LANKA Politics, Socio-Economics
- SYRIA Geopolitics

# Afrique sub-saharienne

## Des conflits aux répercussions régionales, marqués par les évolutions technologiques

En 2025, plusieurs régions du continent sont restées marquées par des **conflits prolongés et déstabilisateurs**. Le **Sahel** a constitué le théâtre le plus meurtrier pour la 4<sup>e</sup> fois consécutive et les groupes djihadistes continuent à étendre leurs zones d'actions, menaçant davantage les pays côtiers, avec la consolidation d'un nouveau front dans les zones frontalières du Bénin, du Niger et du Nigeria et la crainte d'une convergence entre groupes islamistes et crime organisé.

Le conflit au **Soudan**, à l'origine de la plus grande crise humanitaire au monde, se poursuit avec un risque élevé de partition du pays et de déstabilisation régionale, alors que les pays voisins, dont plusieurs sont eux-mêmes fragilisés en interne, font face à un afflux de réfugiés et à une potentielle extension des affrontements (Tchad, Ethiopie).

La crise se poursuit également dans l'est de la **RDC**, où le groupe rebelle M23, soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, a saisi des villes clés au Nord et Sud-Kivu (dont Uvira, frontalière du Burundi) malgré diverses tentatives de médiation, avec un risque croissant d'escalade régionale compte tenu de l'historique de conflit dans la zone (intervention de 8 armées

africaines lors des guerres de 1996 à 2003).

**L'usage exponentiel des drones militaires, tant par les Etats que par les groupes armés, marque un tournant** dans les conflits armés en Afrique, favorisé par un coût attractif, des progrès technologiques rapides et la promesse d'une puissance aérienne de précision. Plus de 90% des frappes enregistrées en Afrique se sont concentrées au Soudan, en Ethiopie, au Burkina Faso, au Mali, en Libye et en Somalie, entraînant un nombre croissant de victimes civiles.

## Rétrécissement de l'espace démocratique et déclin de l'influence occidentale

Le continent, où au moins 14 coups d'Etat et tentatives ont été recensés depuis 2020, est marqué par **un recours croissant à la force au plan politique et une généralisation de la répression**. En 2025, seulement trois élections sur dix ont été jugées libres et équitables et plusieurs contextes électoraux ont généré des tensions (Cameroun), voire des violences inédites (Tanzanie). **L'ingérence militaire demeure prégnante**, entre consolidation par le biais des scrutins (Gabon, Guinée), des modifications législatives (Mali, Niger) et nouveaux coups d'Etat (Guinée-Bissau, Madagascar, tentative au Bénin).

**L'expansion de la désinformation, notamment via l'IA**, a une influence croissante sur les dynamiques

politique, sociales et également criminelles, en particulier au Sahel, (vaste campagne de soutien au président burkinabè Traoré, rhétorique anti-occidentale) et favorise la manipulation en période électorale. Une **amélioration de la situation intérieure** a toutefois été observée dans plusieurs pays via des processus électoraux normalisés et/ou des fins de transitions (Gabon, Guinée, Sénégal, RCI).

**En parallèle, des manifestations d'ampleur menées par la jeunesse « Gen Z »** ont touché plusieurs pays, contribuant à une déstabilisation des régimes (Kenya, Tanzanie) voire à un renversement (Madagascar) et soulignant des capacités de mobilisation selon de nouveaux modes opératoires (rapidité via les réseaux sociaux, absence de hiérarchie / leader) pour dénoncer les difficultés économiques ou la répression.

**Le désengagement brutal des Etats-Unis** en Afrique, avec la suspension de l'aide au développement et la mise en place d'une approche transactionnelle, a **accéléré le déclin de l'influence occidentale sur le continent**, déjà acté par le recul des pays européens. En parallèle, le rapprochement avec la Chine et la Russie (sécurité, infrastructures critiques) s'accélère tandis que des **partenaires moins traditionnels comme la Turquie et les pays du Golfe** se livrent une **concurrence croissante** en Afrique de l'Est, bouleversant durablement les rapports de force et chaînes de dépendances sur le continent.

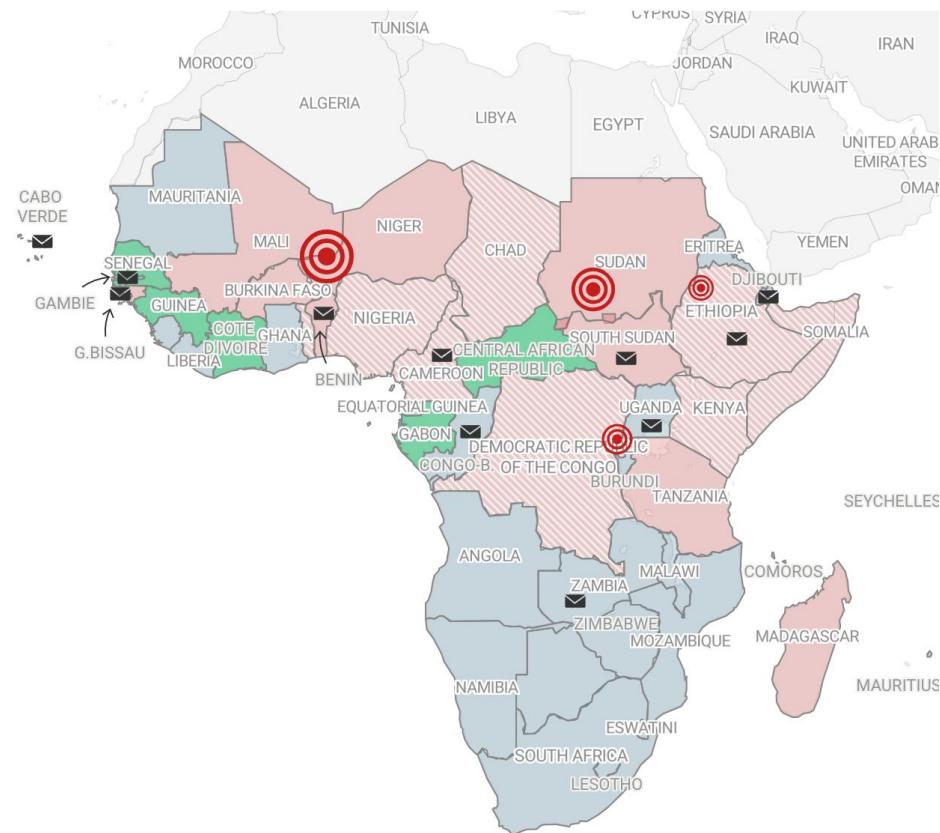
# Afrique sub-saharienne

## A surveiller en 2026 : incertitudes sécuritaires et nouvelle donne pour la sûreté des déplacements

- Outre l'incertitude sur l'évolution de conflits régionaux (RDC, Soudan), **risque de réurgence, d'extension ou de nouvelles zones d'affrontements**, alimenté par l'impact des dégradations politiques et des crises régionales en 2025 : Ethiopie/Erythrée ; conflit civil ouvert au Soudan du Sud ; regain potentiel des rébellions au Tchad.
- Détiorations sécuritaires remodelant les rapports de forces locaux et facteurs de déstabilisation politique** (chute potentielle de régimes) : en particulier les nouvelles connexions entre groupes djihadistes sahéliens et nigérians qui feront évoluer la géographie criminelle, les capacités d'action des mouvements avec de nouveaux fronts d'insécurité (Bénin, Togo, Nord Nigéria, Mali, frontières Guinée, Côte d'Ivoire ou Sénégal).
- Incertitudes politiques après des changements institutionnels** en 2025 (Madagascar, Guinée-Bissau), dans le contexte de **nouvelles élections sensibles/à fort enjeu** (Ethiopie, Bénin, Congo) ou de **risque de**

**fragmentation/résurgence de contestation** (succession au Cameroun, reprise des protestations en Tanzanie). L'usage plus systématisé de l'**IA et des réseaux sociaux à des fins d'instrumentalisation politique** et comme outil de mobilisation de masse devrait rester d'actualité sur le continent.

Conséquence opérationnelle, de **nouvelles dynamiques de la sûreté des déplacements à anticiper** face à l'évolution de la géopolitique locale. Atteinte aux opérateurs désormais facilitée dans certains corridors auparavant préservés ; modifications de liaisons aériennes plus systématiques ; davantage d'itinéraires terrestres en zones grises ; plus de territoires concernés par des coupures de réseau lors d'échéances sensibles, etc.



© OpenStreetMap contributors

● Principales zones de conflit

■ Amélioration sécuritaire

■ Dégradation sécuritaire

■ Scrutin électoral majeur en 2026

■ Situation sécuritaire stable

■ Situation sécuritaire volatile

Les tendances sécuritaires cartographiées ici valent pour l'année 2025

Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper

# MENA

## Continuité des structures de conflit & affermissemnts stratégiques

Les grandes tendances régionales observées en 2025 ont suivi la trajectoire de celles établies en 2024, sans grand basculement majeur.

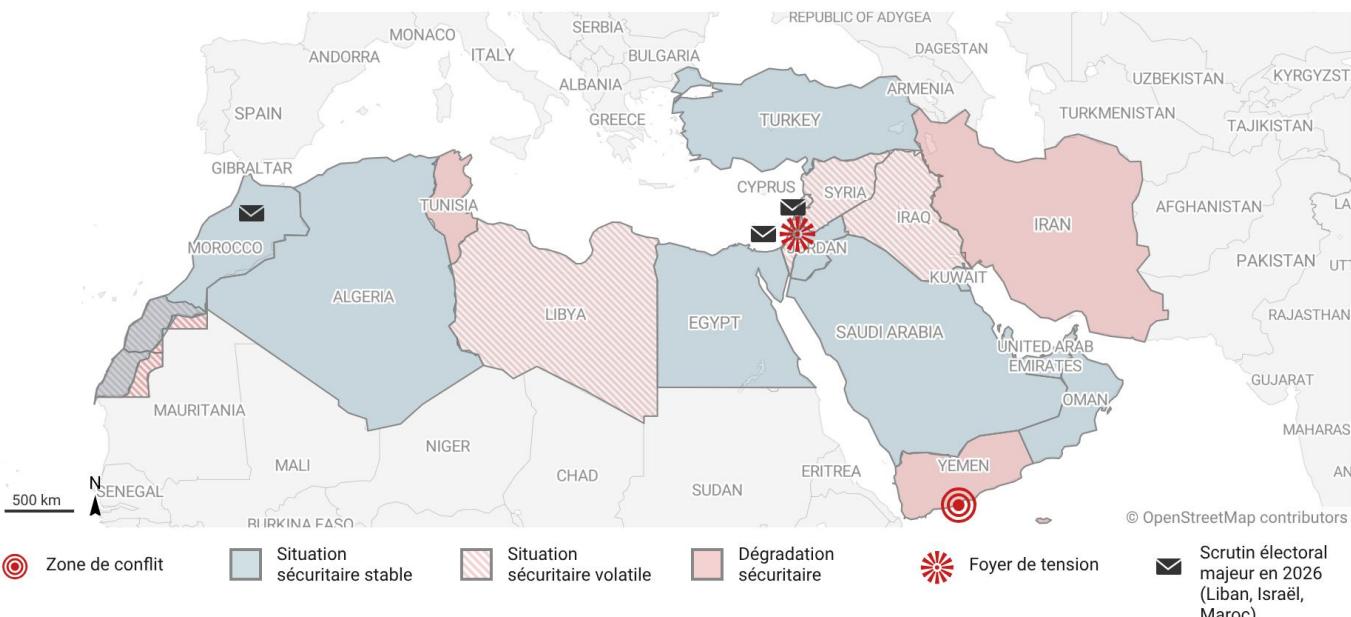
La construction de l'ère post-al-Assad en **Syrie** a pesé sur les équilibres stratégiques en consacrant en premier lieu **l'influence turque** sur le nouveau pouvoir en place, incarné par le président par intérim, Ahmed al-Charaa. Aussi, **l'unité régionale kurde s'est délitée** au fil de l'année, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ayant procédé à sa dissolution, fragilisant les Forces démocratiques syriennes (FDS) dans le nord de la Syrie face aux assauts répétés de l'armée syrienne soutenue par la Turquie.

**La Turquie** a parallèlement connu un **renforcement de la mainmise sur le pouvoir** du président Recep Tayyip Erdogan qui est parvenu à écarter son principal opposant, le maire d'Istanbul emprisonné, Ekrem Imamoglu, et affaiblir considérablement la formation politique de ce dernier (Parti républicain du peuple, CHP), qui se trouve engluée dans une série de procès risquant de limiter ses perspectives pour l'élection présidentielle de 2028.

Par ailleurs, si 2024 avait été marquée par les **offensives israéliennes contre l'« axe de la résistance » pro-iranien** au Liban et en Syrie, 2025 a vu cette stratégie culminer avec le déclenchement par Israël de

l'opération militaire « Rising Lion » en **Iran** le 13 juin. Baptisée « **guerre des 12 jours** » dans une déclaration de cessez-le-feu imposée le 24 juin par les **Etats-Unis** à la suite de leur participation furtive au conflit avec les bombardements des sites nucléaires de Natanz, Fordo et Ispahan, cette séquence a été la plus longue des confrontations directes entre **Israël** et l'Iran, amorcées le 13 avril 2024. Si elle a contribué à l'**affaiblissement des capacités stratégiques du régime iranien** (rampes de lancement de missiles, bastions des Gardiens de la Révolution) - déjà isolé à l'échelle régionale -, sans toutefois le renverser, celle-ci a surtout confirmé l'expansion de la **doctrine de guerre préventive** au sein de l'appareil politico-militaire israélien.

Dans ce prolongement, ce dernier a avalisé en septembre une **frappe inédite contre une résidence à Doha** (**Qatar**) servant de lieu de rassemblement de dirigeants du Hamas. Cette initiative a marqué un coup d'arrêt dans la dynamique de négociations régionales insufflée par l'ex-administration Biden depuis novembre 2023, et permis l'**imposition du « plan de paix pour Gaza » de l'administration Trump**, dont la 1ère phase est entrée en vigueur en octobre, assurant le retour des otages israéliens et un cessez-le-feu précaire. Compte tenu des affermissemnts stratégiques à l'œuvre, 2026 est perçue dans la région comme une année charnière, risquant d'être ponctuée de **nouveaux coups de force** alors que des **élections** majeures sont attendues, particulièrement en Israël.



# MENA

## Des obstacles à l'imposition de la paix qui perdurent sur de nombreux théâtres

**Le plan américain de paix** pour Gaza, prélude du « Conseil de paix » inauguré par Donald Trump le 22 janvier au Forum économique mondial de Davos (Suisse), n'a pour l'heure pas permis une pacification du Proche-Orient, ni un élargissement des Accords d'Abraham (2020). Les différents cessez-le-feu en vigueur (Liban, bande de Gaza, Syrie) sont constamment violés en **l'absence de mécanismes de supervision et de réglementation**, rendant certaines puissances, dont l'Arabie saoudite et la Turquie, sceptiques sur la viabilité de l'ordre régional voulu par les Accords d'Abraham.

Les **dissensions** semblent même se creuser entre les partisans de ces derniers (Maroc et Emirats arabes unis en tête) et les Etats moins clairement alignés, à l'image de l'actuel refroidissement de la coopération saoudo-émirienne sur le **dossier yéménite**. Toutefois, bien qu'Abu Dhabi intensifie ses opérations d'influence extérieures (Libye, Soudan, Somalie, Tchad, Yémen), il est peu probable qu'elle entrave frontalement les intérêts de Riyad en 2026 ; les **Etats du Golfe mesurant l'importance stratégique de leur alliance**, d'une part au vu de l'échec du blocus imposé au Qatar (2017-2021), qui n'avait fait que renforcer

l'axe pro-iranien, et compte tenu d'autre part de l'environnement actuel particulièrement volatile. A cet égard, les leviers diplomatiques du Conseil de Coopération du Golfe, portés à l'administration Trump par le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed ben Salmane, ont permis en janvier 2026 de suspendre tout projet d'action militaire américaine contre le régime iranien, en proie à un **nouveau soulèvement populaire** et à un retour de la « pression maximale ».

## Vers une reprise inévitable des confrontations armées ?

En 2026, Washington devrait chercher à élargir les **Accords d'Abraham** en incitant de nouveaux États à s'aligner sur l'administration Trump, en échange de gains diplomatiques concrets. A cet égard, Rabat est parvenu fin 2025 à faire adopter son **plan d'autonomie pour le Sahara occidental** par le Conseil de sécurité des Nations unies, via un appui américain, sans veto de la Russie ni de la Chine, pourtant alliées de l'Algérie. Toutefois, en dépit des efforts américains pour imposer de nouveaux alignements diplomatiques dans la région, de multiples foyers de conflit, en particulier au **Liban**, en **Syrie**, en **Palestine**, au **Yémen** et dans **l'ouest libyen**, risquent d'être continuellement ravivés dans un contexte de diplomatie régionale aggressive et exclusive.

Ainsi, l'avènement d'un nouvel ordre régional pourra difficilement être acté tant que des **défis structurants** persistent, tels :

- les modalités de **désarmement du Hamas et du Hezbollah** qui font peser un risque de reprise de la guerre par Israël ;
- les conséquences déstabilisatrices de **l'éclatement territorial** qui perdure en **Syrie** et exerce des tensions croissantes sur les pays voisins (Israël, Liban, Turquie, Irak en particulier) ;
- les interrogations quant au devenir du **régime iranien**.

Conséquence opérationnelle, la persistance du **risque d'escalade régionale soudaine** entraînant sans préavis des fermetures d'espaces aériens et des suspensions de liaisons aériennes régulières en cas de dégradation sécuritaire prolongée. Disposer de **plans d'évacuation** est recommandé pour une majorité de pays de la région (dont pays du Golfe) et plus seulement pour les théâtres de conflit réguliers.

Les **risques de désinformation** se multiplient par ailleurs soit à l'égard de conflits très partisans et médiatisés tel le conflit israélo-palestinien, soit dans des environnements soumis à des *blackouts* informationnels (Iran) ou des restrictions d'utilisation d'Internet.

# Amériques

## Retour de la centralité américaine et montée des droites en Amérique latine

En 2025, les Amériques ont connu un cycle électoral défavorable aux gauches latino-américaines et le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, qui a reconfiguré les équilibres régionaux. Le continent est redevenu un **espace prioritaire de la politique étrangère américaine**, traité moins comme un partenaire que comme un voisinage à discipliner, dans une logique assumée de sphère d'influence, visant aussi à contenir la Chine. Cette **approche coercitive et transactionnelle** s'est traduite par un usage accru des droits de douane, de la pression migratoire, des menaces commerciales et des opérations de sécurité comme outils de négociation, y compris vis-à-vis de partenaires historiques. Washington a pesé explicitement sur l'élection présidentielle hondurienne et les législatives argentines, conditionnant son aide et son soutien politique à la victoire d'un candidat ou parti aligné sur les intérêts américains.

Les réponses latino-américaines ont été **fragmentées : alignement assumé** avec Washington (Argentine de Javier Milei, Salvador de Nayib Bukele, probablement Chili d'Antonio Kast), **résistance pragmatique** entre dépendance économique et souci de souveraineté (Mexique de Claudia Sheinbaum) ou **confrontation plus ouverte** (Colombie de Gustavo Petro).

Au second semestre 2025, une dimension géopolitique et sécuritaire supplémentaire s'est imposée avec la

## montée des tensions autour du Venezuela.

L'intensification des opérations américaines dans le bassin caribéen - Pacifique (au moins 115 morts fin décembre), officiellement liées au narcotrafic, a culminé avec l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro lors d'une opération menée à Caracas dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026 (au moins 83 morts, dont 47 militaires vénézuéliens et 32 Cubains).

Sur le plan politique interne, **2025 consacre la progression des droites en Amérique latine**, dans un contexte de fatigue sociale, d'insécurité persistante et de stagnation économique. Les élections présidentielles et législatives (Équateur, Bolivie, Chili, Honduras, Argentine) ont sanctionné des gouvernements de gauche ou de centre gauche, perçus comme incapables de répondre à la demande d'ordre et d'efficacité étatique. Si cette dynamique agrège des droites de natures diverses (sécuritaires, libérales radicales, conservatrices identitaires), elle reflète partout une **volatilité électorale élevée** et une fragilisation des majorités politiques.

## Sécurité, fragilité étatique et chocs exogènes : un risque opérationnel en hausse

En 2025, le risque opérationnel dans les Amériques s'est structuré autour de la **criminalité organisée, la fragilité étatique, et des chocs exogènes** économiques, énergétiques, climatiques. Ces dynamiques ont eu des effets directs sur les

entreprises : hausse des coûts de sûreté, volatilité réglementaire accrue, perturbations logistiques et exposition renforcée des personnels et sous-traitants.

**La sécurité est redevenue le principal défi de la gouvernabilité.** Plusieurs Etats ont **banalisé des réponses d'exception** (déploiements militaires, états d'urgence répétés), à l'instar de l'**Équateur** face à la violence liée aux groupes criminels (9 216 homicides en 2025, + 30% environ). Le **Pérou** a multiplié les dispositifs exceptionnels contre l'extorsion (état d'urgence décrété à Lima et Callao à partir du 18 mars). Le **Guatemala** fait face à une vague d'insécurité (évasions de prison, extorsions) liée à la présence des maras, gangs expulsés du Salvador, et l'état de siège a été décrété le 18 janvier 2026 suite à de nouvelles mutineries. En **Haïti**, l'ONU a comptabilisé 4 388 morts sur les neuf premiers mois de 2025 (après un record de 5 601 en 2024) liées aux violences de gangs, dans un contexte de paralysie institutionnelle durable.

À ces risques se sont ajoutés des chocs **économiques et environnementaux**. Les épisodes de sécheresse, inondations et feux ont fragilisé la production et la distribution d'électricité. La crise hydrique équatorienne s'est traduite par des **coupures massives**. La saison cyclonique 2025 a confirmé la vulnérabilité régionale : l'**ouragan Melissa** a touché durement les Caraïbes, endommageant infrastructures et réseaux, avec des impacts sur les chaînes d'approvisionnement et la sécurité du personnel.

# Amériques

## Risques structurants en 2026 : sécurité, élections, climat

En 2026, les risques dominants pour les entreprises devraient rester la **pression criminelle** (extorsion, enlèvements, attaques d'infrastructures), la **sensibilité électorale**, et la **volatilité climatique**. La région s'inscrit dans une trajectoire de croissance modeste, tandis que les **coûts de la violence** pèsent sur la productivité, l'attractivité et la gouvernabilité.

La sécurité restera le **facteur structurant de 2026**. Le crime organisé continuera de peser sur les processus politiques, d'alimenter les flux migratoires et de justifier des politiques d'exception, susceptibles de stabiliser certains territoires à court terme mais d'accroître, à moyen terme, les tensions sociales et institutionnelles.

Le cycle électoral agira un « accélérateur » de risques avec des **scrutins majeurs** attendus au **Costa Rica** (présidentielle, février), au **Pérou** (générales, avril), en **Colombie** (législatives, mars et présidentielle, mai), en **Haïti** (générales, août) et au **Brésil** (générales, octobre), ainsi que les **élections de mi-mandat aux États-Unis** (novembre). Dans un contexte de **forte polarisation et de défiance institutionnelle**, les risques de contestation post-électorale et de violences politiques sont particulièrement élevés en Haïti, au Pérou et en Colombie. Au **Brésil**, le **procès historique de l'ex-président Jair Bolsonaro** constitue à la fois un test de l'État de droit et un

catalyseur de tensions politiques, tandis que l'opération de sécurité d'ampleur menée à Rio le 28 octobre 2025 (plus de 130 morts) interroge sur les méthodes, le respect de l'Etat de droit et l'instrumentalisation politique de la violence.

Le facteur **climatique impactera les territoires**. La saison cyclonique 2026 dans les Caraïbes et les stress hydriques dans certaines zones andines ou amazoniennes continueront de menacer la continuité électrique et industrielle.

## Pression américaine et trajectoires régionales

Parallèlement, la **pression américaine devrait s'intensifier en 2026**, notamment sous l'effet du contexte des midterms. Washington devrait poursuivre une stratégie de « pression maximale ». **Migration et narcotrafic resteront des leviers centraux** pour récompenser les partenaires jugés coopératifs et sanctionner les autres.

Trois trajectoires régionales se dessinent. La première repose sur des **alignements opportunistes**, visant à sécuriser la stabilité interne par des accords bilatéraux avec Washington. La deuxième correspond à des **batailles de souveraineté**, avec un risque accru d'escalade diplomatique et de mesures de rétorsion. La troisième, plus diffuse, est celle d'une **diversification stratégique**, destinée à réduire la dépendance américaine, sans toutefois pouvoir s'y soustraire pleinement.

Malgré l'hétérogénéité des réponses nationales, la tendance de fond vers une **normalisation des dispositifs coercitifs** (états d'urgence, militarisation ponctuelle), accroît les exigences de **conformité** pour les entreprises et renforce le besoin de **cartographie fine** des partenaires et zones d'exposition (ports, périphéries urbaines, axes logistiques).

Les Etats-Unis ont engagé un **durcissement généralisé de leur politique d'entrée sur le territoire** à travers un renforcement du système électronique d'autorisation de voyage – **ESTA**, et l'élargissement notable des **restrictions de visas** à au moins 75 pays.



# / Asie-Pacifique (APAC)

**Une aggravation des rivalités stratégiques et des tensions frontalières**, sur fond de durcissement chinois et de fragilités politiques persistantes

Contribuant à accentuer l'instabilité régionale, la **Chine a renforcé en 2025 sa posture de puissance** : pressions graduées en mer de Chine méridionale, démonstrations de force autour de Taïwan (qui se dit prêt à l'hypothèse d'une invasion à l'horizon 2027) et intensification des leviers d'influence (économiques, informationnels et diplomatiques) sur plusieurs capitales asiatiques. Cette dynamique s'est aussi traduite sur le plan politique par une séquence de **diplomatie de vitrine au sommet de Tianjin** (OCS élargie, août 2025), où Pékin a cherché à se poser en **pôle de stabilité et de coordination d'un "Sud global" face à un ordre jugé dominé par l'Occident**, en fédérant un large cercle de partenaires aux alignements variables (de la Russie à l'Asie du Sud). L'ensemble a entretenu un **climat de compétition systémique avec les États-Unis** et a poussé nombre d'acteurs régionaux (Philippines, Japon, Vietnam, Inde, Australie) à durcir leur posture.

**En Asie du Sud**, l'année a été marquée par une **repolarisation sécuritaire**. D'une part, l'axe Inde-

**Pakistan** a connu une nouvelle phase de tension aigüe (mai 2025), nourrie par les dynamiques au Cachemire, la **logique de représailles** et la montée des frappes/contre-frappes, rappelant la vulnérabilité d'une frontière sous haute militarisation.

D'autre part, la **relation Pakistan-Afghanistan est entrée dans une phase de conflit armé intermittent**, sous l'effet de la pression militante (TTP), de la porosité frontalière et de l'option croissante des frappes ciblées, entraînant un climat d'hostilité durable entre Islamabad et Kaboul (tensions diplomatiques, coercition sur les flux transfrontaliers et crispation sécuritaire dans les provinces frontalières).

Enfin, plusieurs pays ont illustré la **fragilité des équilibres politiques internes**. Au **Népal**, une mobilisation portée par une jeunesse urbaine ("Gen Z") et la dénonciation de la corruption a renversé le pouvoir et alimenté une séquence de contestation à fort potentiel de diffusion, dans un contexte d'usure des partis traditionnels et de défiance institutionnelle.

Des dynamiques comparables ont été observées dans d'autres pays d'Asie, notamment aux **Philippines**, où des mobilisations étudiantes et citoyennes ont émergé sur des thématiques de gouvernance, de libertés publiques et de justice

sociale, ainsi qu'en **Indonésie** et en **Thaïlande**, où la jeunesse reste un acteur central de la contestation politique malgré des dispositifs sécuritaires dissuasifs. Ces mouvements, encore fragmentés, témoignent néanmoins d'un **fond de défiance générationnelle durable** vis-à-vis des institutions.

## Risques climatiques : de l'impact humanitaire à la mobilisation politique

En 2025, la région a été traversée par une **double dynamique** : exposition accrue aux catastrophes naturelles et fragilités persistantes des réponses publiques, pouvant alimenter la contestation. Les épisodes extrêmes (cyclones, inondations, glissements de terrain) ont provoqué des impacts humanitaires et logistiques importants, comme au **Sri Lanka avec le cyclone Ditwah**, mettant sous tension infrastructures et services essentiels. Dans plusieurs pays, la perception de **réponses tardives ou insuffisantes** a renforcé la défiance envers les autorités ; aux **Philippines**, ces carences ont servi de catalyseur à des critiques publiques et mobilisations, notamment chez les jeunes, ajoutant un facteur de risque politique aux chocs climatiques.

# / Asie-Pacifique (APAC)

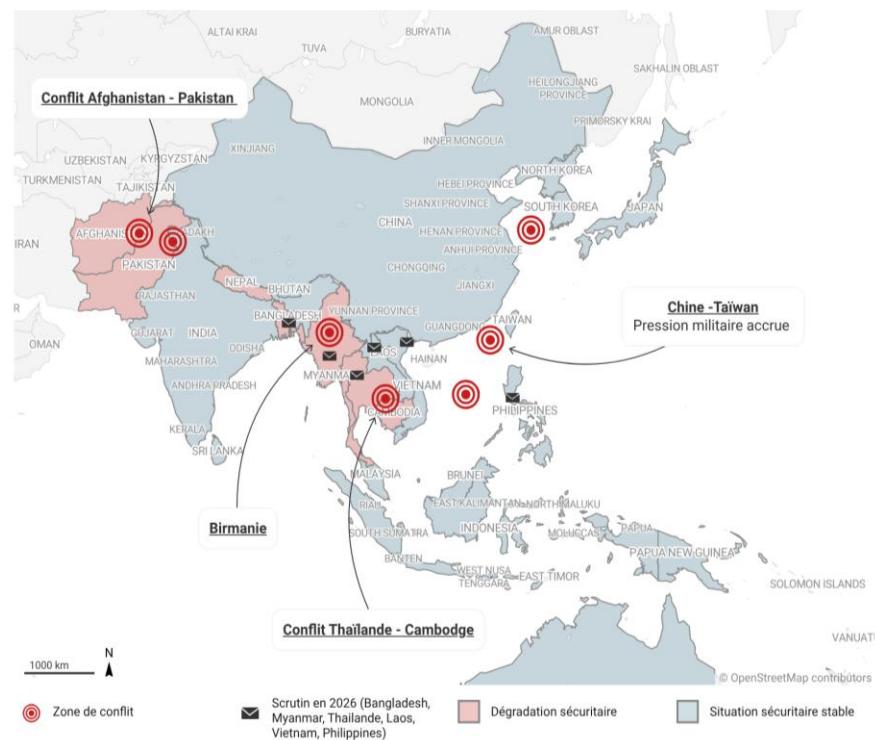
A surveiller en 2026 : la **Chine en acteur pivot** — pression stratégique, arbitrage des crises, **tensions frontalières et foyers insurrectionnels**.

- Poursuite et aggravation des foyers de tensions stratégiques et frontalières hérités de 2025, sans rupture majeure mais avec un risque accru de séquences récurrentes d'instabilité.** La compétition sino-américaine continuera de structurer l'environnement sécuritaire régional, avec une pression constante de la Chine en mer de Chine méridionale et autour de **Taiwan**, incitant plusieurs États riverains (Philippines, Vietnam, Japon) à maintenir des postures de dissuasion renforcées, au prix d'un risque d'incident maritime ou aérien mal maîtrisé.
- Une conflictualité diffuse et persistante, alternant périodes de tension contenue et séquences brèves d'affrontements intenses.** Les relations **Inde-Pakistan** et **Pakistan-Afghanistan** resteront marquées par une forte volatilité, avec des scénarios probables de crises courtes mais intenses (attentats déclencheurs, représailles ciblées, frappes transfrontalières), alimentant une instabilité chronique des zones frontalières pakistanaises et un risque de diffusion vers les

centres urbains. En Asie du Sud-Est, les tensions **Thaïlande-Cambodge** et la poursuite du conflit interne au **Myanmar** devraient continuer de peser sur les régions frontalières, les axes logistiques et certains corridors économiques.

- Fragilités politiques internes et cycles protestataires à fort pouvoir de déstabilisation (voire de changement de pouvoir), portés par une jeunesse politiquement mobilisée.** Les dynamiques observées en 2025 (Népal et dans une moindre mesure, Philippines, Indonésie) devraient se prolonger en 2026, avec un risque de **cycles protestataires intermittents**, nourris par la défiance institutionnelle, les enjeux de gouvernance et les réponses sécuritaires parfois coercitives des autorités.
- Exposition accrue aux catastrophes naturelles et crises climatiques** comme facteur aggravant de l'instabilité. La fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes continueront de tester les capacités de réponse des États, avec des effets indirects sur le climat social, la continuité d'activité et la sûreté des déplacements, notamment dans les pays où la gestion de crise est perçue comme insuffisante.

**Conséquence opérationnelle, une mobilité plus volatile** en 2026. Renforcement ponctuel des contrôles et restrictions d'accès (zones frontalières/sites sensibles), perturbations d'axes et de la logistique, ajustements rapides des liaisons aériennes/terrestres, et recours accru aux coupures de réseau ou à la surveillance numérique lors de séquences sensibles.



# Europe & CEI

Un environnement sécuritaire structuré par **la guerre en Ukraine, la menace russe et le durcissement du lien transatlantique**

En 2025, **la guerre en Ukraine est restée le principal moteur d'instabilité du continent**, dans un contexte de pression militaire russe soutenue (intensification des frappes de drones et missiles, attrition au front, attaques répétées sur les infrastructures énergétiques) et de durcissement des logiques de guerre longue. La dynamique militaire s'est accompagnée d'une **escalade dans la profondeur** (frappes ukrainiennes sur des cibles en Russie, pression en mer Noire), contribuant à maintenir un niveau élevé de volatilité sécuritaire à l'échelle régionale.

Parallèlement, la **relation transatlantique** s'est imposée comme le principal facteur politique structurant de l'année. Les signaux contradictoires envoyés par Washington, la remise en cause implicite de certaines garanties et les débats sur la nature des engagements américains ont **accéléré les réajustements stratégiques européens**, matérialisés par la hausse des budgets de défense, la relance de la base industrielle et capacitaire et des discussions plus ouvertes sur les garanties de

sécurité à long terme. Cette dynamique s'est toutefois accompagnée de tensions internes croissantes, tant sur le plan budgétaire que politique, révélant des divergences de priorités entre États membres et posant dès 2025 les termes d'un enjeu central pour 2026 : **la capacité de l'Europe à tenir dans la durée un soutien crédible à Kiev tout en renforçant sa propre posture de dissuasion**.

Enfin, la menace russe s'est confirmée au-delà du front ukrainien, via une guerre hybride plus saillante (cyber, influence, pressions informationnelles, actes de sabotage et atteintes ciblées à des infrastructures critiques). Ces dynamiques ont été particulièrement perceptibles dans l'arc **Baltique – Europe du Nord – Europe centrale**, mais aussi dans des États politiquement ou socialement fragilisés, où la **polarisation interne, les tensions identitaires et les débats migratoires** ont constitué des multiplicateurs de risque face aux opérations d'influence.

**À contrepoint, le Caucase du Sud a connu en 2025 une phase de stabilisation relative.** Après la reprise complète du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, la relation arméno-azerbaïdjanaise est entrée dans une **séquence de normalisation prudente**, marquée par une forte baisse de l'intensité militaire et par la reprise de discussions politiques structurantes. L'accord sur le **corridor de Zanguezour**, conclu sous

médiation américaine, a illustré cette dynamique, tout en révélant un **repositionnement des puissances extérieures** au détriment du rôle traditionnel de Moscou. Cette stabilisation demeure toutefois **fragile, asymétrique et largement conditionnée** aux équilibres régionaux et aux dynamiques politiques internes, sans constituer à ce stade une garantie de paix durable.

Concernant les déplacements, la période 2025-2026 est marquée par un **durcissement progressif des conditions d'entrée et de circulation** en Europe, avec la mise en service du système **EES** et le déploiement à venir de **l'ETIAS** pour les ressortissants de pays tiers exemptés de visa. Parallèlement, la généralisation et la prolongation de contrôles temporaires aux frontières internes par plusieurs États membres (dont la Pologne) traduisent une **fragilisation de l'espace Schengen**, susceptible d'entraîner des contrôles renforcés, des délais accrus et une moindre fluidité des déplacements.

# / Europe & CEI

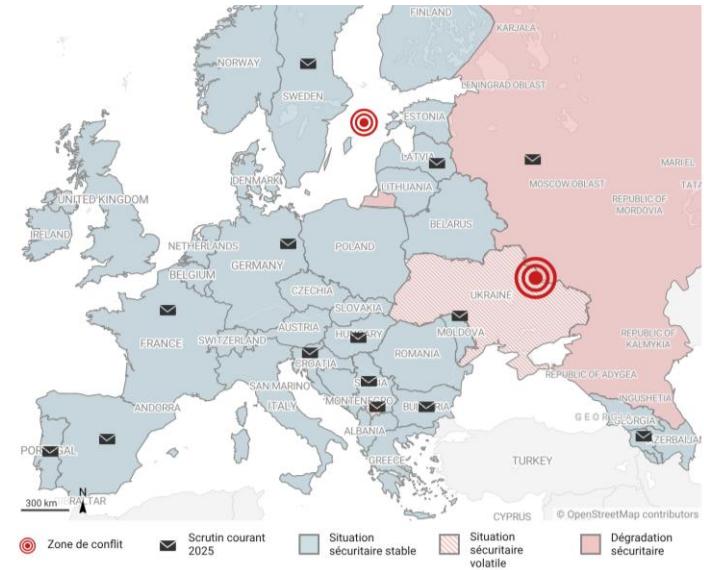
A surveiller en 2026 : **relation transatlantique sous tension, Ukraine en guerre longue et Russie en posture de déstabilisation**

- Ukraine : scénario central d'une guerre longue sous contrainte transatlantique.** L'Ukraine devrait rester sur une posture défensive, avec une pression russe continue au front et une campagne de frappes persistante sur les infrastructures. La principale variable 2026 demeure politique : **la trajectoire de l'appui américain** (niveau d'aide, posture de médiation, conditions) et la capacité européenne à compenser, conditionnant la résilience ukrainienne et la crédibilité de la dissuasion face à Moscou.
- Russie : hausse du risque de séquences de volatilité sécuritaire en Europe, via une approche hybride plus offensive.** Sabotages, cyberattaques, opérations d'influence, intimidation et pression sur les espaces périphériques devraient rester des modes d'action privilégiés. Les zones les plus exposées : **Baltique / Europe du Nord, Europe centrale, Balkans et voisinage oriental**, avec un risque d'incidents ponctuels à fort impact (infrastructures critiques, logistique, énergie).

- Cohésion politique européenne : 2026, année “au milieu du cycle électoral”, avec risque accru de polarisation et de fragmentation.** Plusieurs scrutins identifiés comme structurants pourraient confirmer la progression des droites nationalistes et l'érosion des cordons sanitaires, compliquant la formation de coalitions et renforçant la volatilité gouvernementale. Les échéances les plus sensibles incluent la **Hongrie** (législatives, avril), la **Slovénie** (législatives, mars), le **Portugal** (présidentielle), ainsi que des scrutins régionaux en **Allemagne de l'Est** (septembre), avec des enjeux potentiels sur des institutions locales critiques.

Dans l'arc Europe & CEI, les élections en **Serbie** (anticipées), **Bosnie-Herzégovine** (générales, octobre) et **Lettonie** (législatives, octobre) s'ajoutent à ce contexte, sur fond de risque **d'interférences informationnelles** et de crispations communautaires. Cette séquence électorale constitue un **multiplicateur de risque** susceptible de fragiliser la cohérence des positions UE/OTAN sur l'Ukraine (sanctions, effort de défense, soutien à Kiev). En outre dans le Caucase, les élections en **Arménie** (juin) seront à risques avec un **potentiel de contestation des résultats**, dans le sillage d'une séquence de déstabilisation en 2025 impliquant le clergé arménien sur fond de tensions internes post Karabakh.

- Groenland : nouveau point de friction transatlantique et de compétition d'influence.** La centralité croissante des enjeux arctiques (routes, ressources, posture militaire, compétition stratégique) fait du **Groenland** un nœud de tensions dans la relation Washington–capitales européennes, à la fois en termes de **sécurité**, de **souveraineté** et d'alignement politique. Le sujet catalysera des tensions intra-occidentales, tout en offrant à la Russie et à d'autres acteurs des opportunités de narratifs et d'influence.



Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper

# Agenda électoral

2026

## Janvier

- Bénin (11) Législatives et locales
- Birmanie (11, 25) Législatives, phases 2 & 3
- Ouganda (15) Présidentielle et législatives
- Portugal (18) Présidentielle

## Février

- Costa Rica (1) Présidentielle et législatives
- Japon (8) Législatives anticipées
- Thaïlande (8) Législatives anticipées
- Bangladesh (12) Générales
- Laos (22) Législatives

## Mars

- Népal (5) Législatives
- Colombie (8) Législatives
- France (15, 22) Municipales
- Vietnam (15) Législatives
- République du Congo (22) Présidentielle
- Slovénie (22) Législatives

## Avril

- Bénin (12) Présidentielle
- Hongrie (12) Législatives
- Pérou (12) Présidentielle et législatives

## Mai

- Cap-Vert (17) Législatives
- Chypre (24) Législatives
- Colombie (31) Présidentielle

## Juin

- Ethiopie (1) Générales
- Arménie (7) Législatives

## Juillet

## Août

- Zambie (13) Présidentielle et législatives
- Haïti (30) Générales, 1<sup>er</sup> tour

## Septembre

- Suède (13) Législatives
- Allemagne : Régionales en Saxe Anhalt, Berlin, Mecklembourg-Poméranie-Occidentale

## Octobre

- Lettonie (3) Législatives
- Bosnie (4) Présidentielle et législatives
- Brésil (4, 25) Présidentielle et législatives
- Israël (date butoir le 27) Législatives

## Novembre

- Philippines (2) Locales
- Etats-Unis (3) Législatives et sénatoriales
- Cap-Vert (15) Présidentielle

## Décembre

- Guinée-Bissau (6) Présidentielle, législatives
- Gambie (5) Présidentielle
- Haïti (6) Générales, 2<sup>nd</sup> tour
- Transnistrie, Russie (13) Présidentielle
- Soudan du Sud (22) Présidentielle, législatives

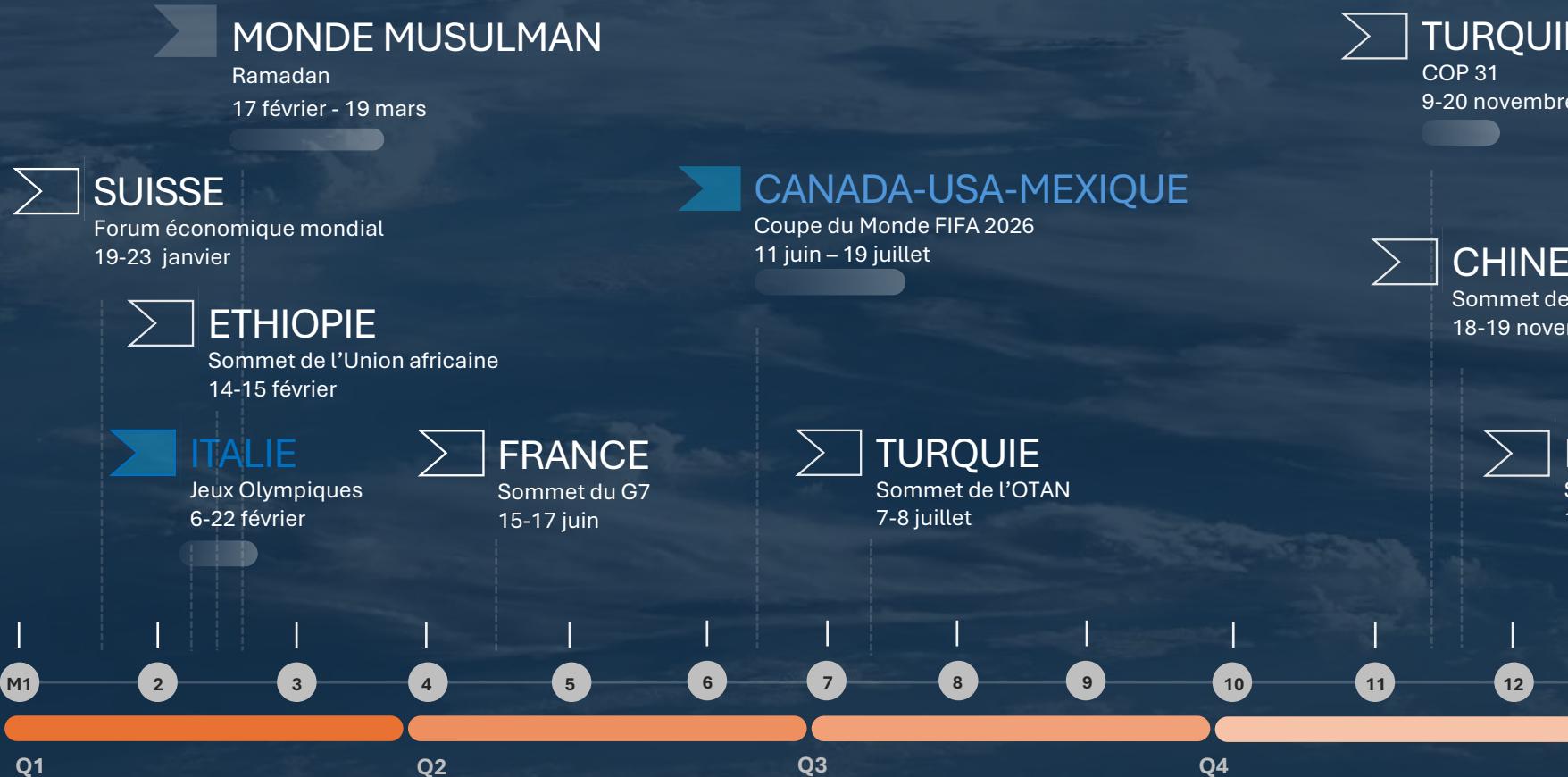
# Agenda électoral

*Dates non confirmées,  
voire tenue incertaine*

2026

Pays	Échéance	Nature de l'élection
Algérie	d'ici juin	législatives et locales
Bahamas	d'ici septembre	générales
Bahreïn	d'ici novembre	législatives
Bulgarie	en mars-avril	législatives anticipées (présidentielle d'ici nov.)
Cameroun	d'ici mai	législatives
Danemark	d'ici fin octobre	générales
Djibouti	d'ici avril	présidentielle
Estonie	d'ici octobre	présidentielle
Fidji	d'ici décembre	législatives
Îles Cook	d'ici août	législatives
Kosovo	en février	présidentielle
Liban	en mai	législatives
Libye	en avril	générales
Maroc	en septembre	législatives
Niue	d'ici avril	législatives
Nouvelle-Zélande	d'ici mi-décembre	législatives
Russie	en septembre	législatives
Sao Tomé-et-Principe	d'ici septembre	présidentielle et législatives
Serbie	d'ici décembre	possibles législatives anticipées
Somalie	d'ici septembre	législatives

# Agenda international



# Votre partenaire sûreté à l'international



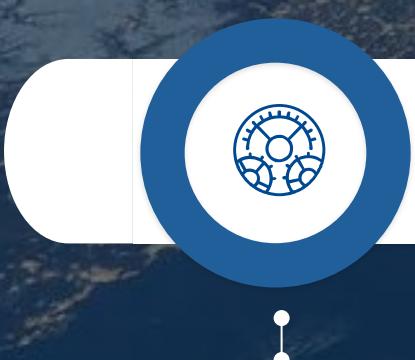
**SCUTUM**  
SECURITY FIRST

## Information & Analyse

*Information pays*

*Alertes 24/7*

*Études sur mesure*



## Conseil

*Renseignement d'affaires*

*Audit de la sûreté des déplacements*

*Conseil en management de la sûreté*

*Conseil en conformité ISO 31030*

## Formation

*E-learning*

*Formation avant départ*

*Exercices de gestion de crise*



## Opérations

*Security Operation Center 24/7*

*Accompagnement en zones à risque*

*Appui à la gestion de crise*



## Technologies

*Plateforme de suivi*

*Application mobile*

*Bouton SOS et Safety Check*